

Dans l'actualité
Palestine



Ramallah, 2 janvier 2024, manifestation pour dénoncer l'assassinat de Saleh al-Arouri

Assassinat d'un dirigeant du Hamas au Liban

Geste de désespoir et de lâcheté d'Israël qui se retournera contre lui

- **Le chef de la résistance libanaise met en garde Israël contre une guerre totale au Liban**
- **La Résistance ne meurt jamais!**

– *Samidoun* –

Dans l'actualité

- **La Résistance continue d'avancer**
- **L'Afrique du Sud accuse Israël de génocide devant la Cour internationale de justice des Nations unies**
- **L'ampleur de la destruction de Gaza**

Assassinat d'un dirigeant du Hamas au Liban

Geste de désespoir et de lâcheté d'Israël qui se retournera contre lui



Manifestation à Tubas, en Cisjordanie, après l'assassinat d'al-Aroui, le 2 janvier 2024

Le désespoir d'Israël à éliminer l'organisation politique connue sous le nom de Hamas a conduit au lâche assassinat du chef du Hamas Saleh al-Aroui le 2 janvier à Dahieh, dans la banlieue sud de Beyrouth, au Liban. L'attentat a également fait six autres victimes.

Le PCC(M-L) exprime ses profondes condoléances aux militants politiques et résistants de Saleh al-Aroui, à sa famille et à l'ensemble du peuple et de la résistance palestiniens. Saleh al-Aroui, 57 ans, était chef adjoint du bureau politique du Hamas et l'un des principaux fondateurs de son bras militaire, les Brigades du Martyr Izz El-Din al-Qassam, avec la responsabilité spécifique du travail en Cisjordanie. Le Réseau d'information de la résistance informe : « Prisonnier libéré qui a passé 18 ans dans les prisons sionistes, Aroui, originaire d'Aroua à Ramallah, a joué un rôle déterminant dans l'unification des champs de bataille, la galvanisation de la résistance croissante en Cisjordanie et l'établissement de l'accord d'échange de prisonniers Shalit en 2011. Il laisse derrière lui un héritage de défi et de résilience, ainsi qu'une influence indélébile sur la résistance régionale. »



Saleh al-Aroui

Saleh al-Aroui était « au coeur des négociations » menées par le Qatar et l'Égypte, a déclaré le Hamas. Son lâche assassinat révèle l'intention d'Israël de ne pas permettre la fin de sa campagne meurtrière à Gaza et, désormais, en Cisjordanie.

Le chef du Hamas, Ismail Haniyeh, a déclaré que l'organisation palestinienne était « plus puissante

et plus déterminée » à la suite de l'attentat. « Les martyrs d'Israël ont laissé derrière eux des hommes forts qui porteront la bannière après eux. »

Husam Badran, membre du bureau politique du Hamas, a déclaré dans un éloge funèbre de Saleh al-Arouri : « Nous disons à l'occupation criminelle que la bataille entre nous est ouverte. »

De même, toutes les organisations de la résistance palestinienne ont publié des déclarations rendant hommage à Saleh al-Arouri et condamnant Israël pour son geste de lâcheté.

L'organisation de résistance libanaise Hezbollah a qualifié la frappe de « grave attaque contre le Liban, son peuple, sa sécurité, sa souveraineté et sa résistance », rapporte *Al Jazeera*. « Nous affirmons que ce crime ne restera jamais sans réponse ni châtement », a déclaré le Hezbollah.

Le premier ministre intérimaire du Liban, Najib Mikati, a averti que « l'attentat à la bombe est un crime israélien qui vise clairement à faire entrer le Liban dans une nouvelle phase d'affrontements après les attaques quotidiennes qui se poursuivent dans le sud ».

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanaani, a déclaré que l'assassinat de Saleh al-Arouri allait « provoquer une nouvelle poussée dans les veines de la résistance et motiver la lutte contre les occupants sionistes ».

Le bureau politique du groupe révolutionnaire Ansarullah du Yémen a également condamné « cet assassinat odieux », estimant qu'Israël n'aurait pas osé le perpétrer sans le soutien et l'approbation des États-Unis. Ansarullah a déclaré que l'assassinat « reflète le niveau de faillite, de dégradation et de criminalité » atteint par l'occupation israélienne.



Grève générale en Cisjordanie, le 3 janvier 2024, après l'assassinat d'al-Arouri.

Lorsque la nouvelle de l'assassinat s'est répandue, des centaines de Palestiniens ont manifesté en Cisjordanie pour condamner le meurtre d'al-Arouri. Une grève générale a été annoncée pour le 3 janvier et de nombreux magasins et entreprises sont restés fermés dans tout le territoire. Toutes les écoles et les institutions publiques seront fermées pour pleurer la mort de Saleh al-Arouri.

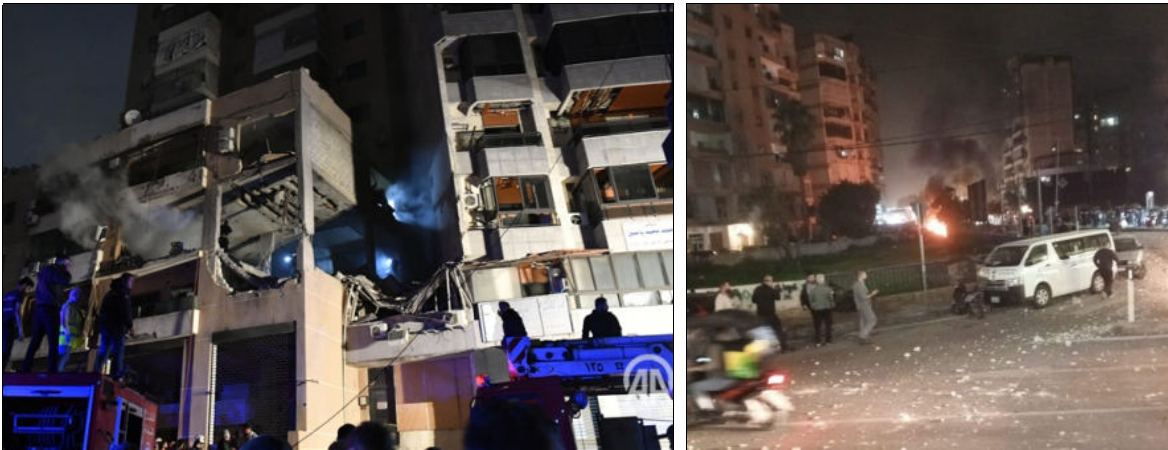
Bien qu'Israël n'ait pas revendiqué la responsabilité de l'assassinat, les médias israéliens font état de

cette « élimination » en première page de leurs journaux. La chaîne *Al Jazeera* rapporte que les responsables israéliens auraient reçu l'ordre de ne pas discuter de l'assassinat du haut responsable du Hamas. Elle rapporte les propos d'un porte-parole militaire israélien qui dit : « Nous sommes prêts à faire face à n'importe quel scénario. »

Nida Ibrahim, de la chaîne *Al Jazeera*, a rapporté depuis la ville d'Arouri que les Palestiniens pensent qu'Israël a assassiné le haut responsable du Hamas « pour donner à son peuple une victoire qu'il ne peut pas garantir dans la bande de Gaza assiégée ».

Telle est la vérité. L'État d'Israël, les États-Unis et tous les pays qui soutiennent leurs actes criminels sous toutes sortes de prétextes frauduleux ont perdu toute autorité morale et mettent gravement en danger les peuples de toute la région et la paix mondiale. Leurs tentatives de contrôler les routes et les corridors de commerce, de transport, de sécurité et de communication de la région et de toute l'Afrique et de l'Asie en détruisant ceux qui refusent de se soumettre ne réussiront pas. Les peuples du monde se lèvent pour parler en leur propre nom. Les sionistes et ceux qui les soutiennent financièrement, militairement et par la désinformation sont appelés à rendre des comptes. La résistance a prouvé qu'elle est une force organisée qui manie l'intelligence collective constituée à la fois de la mémoire historique des peuples anciens et de l'esprit combatif des jeunes et des générations qui sont imprégnés du droit de leurs peuples de résister, de se battre et de vaincre.

Les provocations contre le Liban et l'Iran, ou les attaques contre la résistance yéménite et ceux qui soutiennent le peuple de Palestine massacré par Israël se retourneront contre eux. Les assassins de Saleh al-Arouri et de tous les martyrs palestiniens, ainsi que de ceux qui ont été tués pour avoir soutenu leur cause, seront vaincus. La résistance palestinienne est une force avec laquelle il faut compter. Elle vaincra. Un cessez le feu maintenant !



Bâtiment de Dahieh, la banlieue sud de Beyrouth, au Liban, où Saleh al-Arouri a été tué

Il est urgent d'accroître le soutien à la résistance palestinienne

Alors qu'ils refusent de cesser de soutenir Israël et de financer les crimes qu'il commet contre l'humanité, les États-Unis et les grandes puissances européennes s'insurgent aujourd'hui contre une extension de la guerre régionale au Moyen-Orient. Kandice Ardiel, porte-parole de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), a déclaré que toute escalade potentielle pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour les populations situées de part et d'autre de la ligne de démarcation qui sépare le Liban d'Israël et du plateau du Golan, connue sous le nom de « ligne bleue ».

Par ailleurs, un fonctionnaire anonyme du département de la Défense des États-Unis a déclaré à

l'Agence France Presse le 3 janvier que « la frappe était une frappe israélienne ». Deux jours après l'assassinat de Saleh al-Arouri, les États-Unis ont procédé à un assassinat ciblé par drone du chef de la résistance irakienne à Bagdad, Mushtaq Taleb al-Saidi, de l'organisation Harakat Hezbollah al-Nujaba. Al-Nujaba fait partie de ce que l'on appelle l'axe de la résistance, qui comprend la Force al-Qods de l'Iran et le Hezbollah du Liban. Toujours en Iran, le 3 janvier, une commémoration en l'honneur du lieutenant général Qassem Soleimani, a été attaquée par deux explosions.

Le PCC(M-L) condamne les attentats terroristes du 3 janvier en Iran. Deux explosions distinctes ont fait au moins 84 morts et 285 blessés, dont certains grièvement, dans la ville iranienne de Kerman où de nombreuses personnes participaient au quatrième anniversaire du martyr du lieutenant-général Qassem Soleimani. La première explosion a eu lieu à 700 mètres de la tombe de Soleimani et la seconde à un kilomètre de celle-ci. De tels actes de terreur, provoqués par le refus des grandes puissances de résoudre les problèmes par des moyens pacifiques, soulignent l'échec de leurs projets hégémoniques et les dangers qu'ils représentent pour les peuples du monde.

Le chef du Hezbollah, Hassan Sayed Nasrallah, a évoqué l'assassinat d'al-Arouri dans un discours prononcé à Beyrouth le 3 janvier. Ce discours était prévu depuis décembre, avant l'assassinat de Saled al-Arouri, pour marquer le quatrième anniversaire de l'assassinat du lieutenant-général iranien Soleimani par une frappe de drone américain à Bagdad, en Irak, le 3 janvier 2020. Nasrallah avait auparavant clairement mis en garde Israël contre les assassinats sur le sol libanais, promettant une « réaction sévère », en réponse à la menace explicite du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu d'assassiner al-Arouri en août 2023. Dans son discours du 3 janvier, Sayed Nasrallah a de nouveau mis en garde Israël, expliquant que lorsque, le 8 octobre, le Hezbollah s'est joint à la lutte contre les sionistes pour soutenir le peuple palestinien et la résistance à Gaza, il l'a fait de manière mesurée, dans le respect des intérêts nationaux libanais. Ces limites disparaîtront si les sionistes mènent une guerre totale contre le Liban, a-t-il ajouté.



Manifestation en Cisjordanie, 2 janvier 2024, suite à l'assassinat d'al-Arouri

En décembre 2023, les médias israéliens ont publié des fuites d'enregistrements de Ronen Bar, le chef de l'agence de sécurité intérieure israélienne Shin Bet, qui s'engageait à localiser et à éliminer les dirigeants du Hamas « partout dans le monde », y compris au Liban, en Turquie et au Qatar. « Cela prendra quelques années, mais nous serons là pour le faire », a-t-il déclaré dans des enregistrements diffusés par la chaîne publique *Kan*. « C'est notre Munich », a-t-il ajouté, faisant référence à une série d'assassinats israéliens perpétrés dans les années 1970 contre des Palestiniens impliqués dans le meurtre de 11 Israéliens lors des Jeux olympiques de Munich en 1972.

Le 4 janvier, les États-Unis ont envoyé leur secrétaire d'État aux affaires criminelles, Antony Blinken, en visite en Israël et dans d'autres pays de la région. Alors que l'agenda de Blinken n'a pas été révélé, le 3 janvier un porte-parole du département d'État américain a rejeté le dépôt par l'Afrique du Sud d'une demande introductive d'instance contre Israël auprès de la Cour internationale de justice pour crime de génocide. « Ce sont des allégations qui ne devraient pas être faites à la légère [...] nous ne voyons pas d'actes qui constituent un génocide [...]. C'est une détermination du Département d'État. »

Sur la base des faits, Israël est accusé de génocide.

*Tous ensemble pour soutenir la résistance palestinienne !
Cessez le feu maintenant !*



Le chef de la résistance libanaise met en garde Israël contre une guerre totale au Liban



Le rapport suivant est extrait de la couverture par la chaîne d'information libanaise *Al Manar* du discours prononcé par Sayed Hasan Nasrallah, secrétaire général de l'organisation politique et du mouvement de résistance libanais Hezbollah, le 3 janvier.

Sayed Hassan Nasrallah a condamné Israël pour l'assassinat du chef du Hamas, Saleh al-Arouri, dans la banlieue de Beyrouth, à Dahieh, le 2 janvier. Il a mis en garde Israël contre le lancement d'une guerre totale au Liban, affirmant que le Hezbollah riposterait en nature. Ce discours avait été programmé pour commémorer le quatrième anniversaire de l'assassinat par les États-Unis du lieutenant-général iranien Qassem Soleimani.

Lorsque le Hezbollah a décidé de participer à la guerre le 8 octobre, il l'a fait pour soutenir le peuple palestinien et sa résistance face à la guerre sioniste contre Gaza, a déclaré Sayed Nasrallah. Jusqu'à présent, les opérations menées par le Hezbollah sont limitées de manière à respecter les

intérêts nationaux libanais, mais ces limites disparaîtront si Israël décide de mener une guerre totale. Les combattants du Hezbollah sont prêts à faire face à tous les choix militaires de l'ennemi, a-t-il ajouté.

Il a poursuivi en déclarant qu'après l'opération du Déluge al-Aqsa, les Israéliens et tous leurs alliés ont cherché à s'en servir comme prétexte pour mener une guerre totale contre le Liban et la Cisjordanie, en plus de la bande de Gaza. Toutefois, la préparation militaire du Hezbollah et ses actions préventives ont empêché la mise en oeuvre de ce plan, a déclaré Sayed Nasrallah.

Il a indiqué que le cabinet israélien avait discuté de projets d'attaque contre le Liban, ajoutant que l'un des généraux avait mis en garde le commandement politique contre toute participation à une guerre ouverte avec le Hezbollah afin d'éviter la destruction massive de la région de Gush Dan (Tel Aviv et ses environs), où vivent les trois quarts des Israéliens.

Sayed Nasrallah a réaffirmé que « la guerre avec le Hezbollah sera très coûteuse ». Le Hezbollah prend actuellement en considération les intérêts et les conditions du Liban, « mais ces mêmes intérêts dépasseront toutes les limites [de l'action militaire] si une guerre totale est lancée contre le Liban ».

Il a souligné que l'assassinat d'un responsable du Hamas, Saleh al-Aroui, dans la banlieue sud de Beyrouth, constitue une agression visant simultanément le commandement du Hamas et Dahieh. Cette attaque contre Dahieh, la première depuis la guerre de 2006, est très dangereuse, a-t-il souligné, ajoutant que toutes les réassurances indirectes israéliennes à cet égard sont rejetées.

Il a réitéré la promesse du Hezbollah que ce crime ne resterait pas sans réponse et a présenté ses condoléances pour le martyr d'al-Aroui, soulignant que sa vie était pleine de lutte et de résistance.

Résultats de l'opération Déluge al-Aqsa

Le chef du Hezbollah a indiqué qu'avant l'opération Déluge al-Aqsa, il existait des plans visant à susciter la sédition parmi les factions palestiniennes afin d'expulser tous les Palestiniens de la bande de Gaza.

Sayed Nasrallah a souligné l'importance du rôle de la marine yéménite qui bloque le passage des navires affiliés à Israël dans la mer Rouge.

Il a souligné que l'opération Déluge al-Aqsa a donné jusqu'à présent de nombreux résultats, se concentrant sur les pertes majeures infligées à l'ennemi israélien et mentionnant ce qui suit :

Le premier résultat est la revitalisation de la cause palestinienne après qu'elle ait été sur le point d'être jetée dans l'oubli et que des solutions, telles que la solution à deux États, aient été imposées.

Le deuxième résultat est le pari raté d'Israël sur l'épuisement du peuple et de la résistance palestiniens. La nouvelle génération s'est révélée aussi engagée dans la cause palestinienne que les précédentes.

Le troisième résultat est la montée du soutien populaire aux groupes de résistance en Palestine malgré les massacres et la tentative de rendre la résistance responsable des crimes sionistes.

Le quatrième résultat est la chute de la position morale et de l'image d'Israël auprès de la communauté internationale. Au cours des deux dernières décennies, certains médias arabes ont tenté d'améliorer l'image du sionisme, mais la guerre contre Gaza a montré la criminalité d'Israël. Il a fait remarquer que les enquêtes menées aux États-Unis auprès des jeunes montrent que 50 % d'entre eux pensent qu'Israël doit être éradiqué et que le peuple palestinien doit recouvrer ses droits.

Le cinquième résultat est la négation de la voie de la normalisation entre certains régimes arabes et les occupants sionistes.

Le sixième résultat est l'apparition de l'entité israélienne comme principal violateur des lois internationales. Israël a violé toutes les lois internationales, a-t-il noté.

Le septième résultat est que le pouvoir de dissuasion stratégique d'Israël a été réduit à néant. Le Hezbollah, les groupes de résistance palestiniens et irakiens et les forces armées yéménites ont prouvé qu'ils n'étaient pas découragés par l'ennemi sioniste et les États-Unis.

Le huitième résultat est le renversement de la supériorité de l'ennemi israélien en matière d'information.

Le neuvième résultat est l'échec israélien à remporter une victoire rapide.

Le dixième résultat est l'incapacité de l'armée de l'air israélienne à régler la bataille.

Le onzième résultat est la perte de confiance des Israéliens dans leur commandement et leur armée, ainsi que la menace que la bataille fait peser sur l'existence de l'entité israélienne. L'opération Déluge al-Aqsa contribue principalement à la disparition de l'entité d'occupation. Des centaines de milliers de sionistes ont quitté la Palestine occupée.

Le douzième résultat est la répudiation de l'image de capacité militaire et de puissance d'Israël, que les sionistes utilisent pour tenter d'inciter certains régimes arabes à signer des accords.

Le treizième résultat est l'échec militaire et les répercussions psychologiques de la guerre sur les Israéliens. Des milliers de soldats israéliens ont été tués ou blessés sur le front du Liban, mais l'ennemi ne le reconnaît pas. Quelque 300 000 sionistes ont demandé un traitement psychologique depuis le 7 octobre 2023, selon *Ynet*. Des centaines de milliers de sionistes ont été déplacés du nord de la Palestine occupée.

Le quatorzième résultat est l'échec d'Israël à atteindre ses objectifs dans la guerre.

Le quinzième résultat est l'aggravation des dissensions internes entre Israéliens.

Le seizième résultat est la destruction de l'image que les États-Unis se donnent d'eux-mêmes et la démonstration qu'ils sont les principaux violateurs des lois internationales. Ce sont les États-Unis qui empêchent un cessez-le-feu à Gaza.

Le dix-septième résultat est l'échec des organisations internationales à protéger les civils de Gaza. Tous les Libanais doivent reconnaître que seule la force peut les protéger de l'agression israélienne.

Le martyr de Soleimani et Al-Muhandess

Le secrétaire général du Hezbollah a réitéré ses condoléances et ses félicitations à l'occasion du martyr, le 3 janvier 2020, du lieutenant général iranien Soleimani, de Hajj Al-Muhandess et de leurs compagnons irakiens. Il a également condamné l'attaque terroriste perpétrée lors de la commémoration de Soleimani près de sa tombe à Kerman, en Iran.

Le martyr de Soleimani a terrifié les ennemis de l'Iran et d'autres pays de la région plus que sa présence, et l'attaque contre les visiteurs de sa tombe en est la preuve, a noté Sayed Nasrallah. Son image, sa puissance et sa détermination sont présentes dans tous les domaines de la résistance.

Le chef du Hezbollah a précisé que l'une des principales caractéristiques de la loyauté de Soleimani

envers la résistance était qu'il aidait chaque groupe de résistance à atteindre l'autosuffisance. « Les combattants paramilitaires et les résistants irakiens ont trouvé dans le martyr Soleimani leur principal soutien. Les forces d'occupation américaines ont été expulsées d'Irak en 2011, grâce à la résistance irakienne soutenue par le martyr Soleimani. »

Sayed Nasrallah a affirmé que Quassem Soleimani avait principalement contribué à maintenir les liens entre les groupes de résistance dans toute la région sous le nom d'« Axe de la résistance ». Il a noté que Soleimani tenait à maintenir la communication entre les groupes de résistance afin de coordonner l'engagement avec l'ennemi israélien, ajoutant que les groupes de résistance dans la région agissent en fonction de leurs conditions nationales, malgré l'accord stratégique sur l'identification des ennemis, des amis et des cibles.

À cet égard, Sayed Nasrallah a souligné que certains journalistes et hommes politiques ne comprennent pas la nature des relations entre l'Iran et les groupes de résistance et entre les groupes de résistance eux-mêmes.

« L'axe de la résistance est composé de dirigeants qui prennent leurs décisions en toute indépendance, et non de serviteurs qui obéissent aveuglément aux règlements. »

Sayed Nasrallah a également présenté ses condoléances pour la mort d'un responsable du Hezbollah, Hajj Mohammad Yaghi, et pour le martyr du commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique, Sayyed Radhi Al-Moussawi, lors d'une attaque israélienne contre la campagne de Damas.

Le secrétaire général du Hezbollah a déclaré qu'il prononcerait un discours le 5 janvier, consacré principalement au front libanais.

(www.almanar.com.lb)



La Résistance ne meurt jamais!

– Samidoun –

Le Réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers palestiniens s'unit au deuil des prisonniers palestiniens, de leurs organisations et institutions, de ceux qui sont emprisonnés et de ceux qui ont été libérés, pour célébrer le martyr et saluer la vie de lutte du dirigeant national palestinien Sheikh Saleh al-Arouri et de ses camarades, dont les dirigeants Samir Afandi (Abu 'Amer) et Azzam al-Aqra', et les martyrs Zaki Shahin, Mohammed al-Reis, Mohammed Bshasha et Ahmed Hamoud, assassinés par le régime sioniste en ce jour du 2 janvier 2024, à Beyrouth, au Liban.

Les prisonniers palestiniens ont diffusé la déclaration que voici :

« Les institutions de prisonniers, au nom de tous les prisonniers des prisons de l'occupation et de ceux qui ont été relâchés, pleurent le dirigeant national et martyr Sheikh Saleh Al-Arouri et ses compagnons qui sont devenus martyrs en sa compagnie.

« Les institutions des prisonniers (la Commission des affaires des prisonniers et des anciens prisonniers, la Société des prisonniers palestiniens et le Comité national supérieur des affaires et prisonniers et des anciens prisonniers), le mouvement national des prisonniers des prisons de l'occupation et les prisonniers libérés dans la patrie et dans la diaspora pleurent devant notre grand peuple, le combattant, le dirigeant national, le prisonnier libéré et exilé Sheikh Saleh Al-Arouri (chef adjoint du Bureau politique du mouvement de la résistance islamique, le Hamas), qui s'est

élevé aujourd'hui au rang de martyr, après une opération d'assassinat organisée contre lui et un groupe de ses compagnons, par l'occupation sioniste à Beyrouth, la capitale du Liban.

« Aujourd'hui, nous pleurons un dirigeant, un combattant national et un prisonnier libéré, qui a consacré sa vie à la liberté de sa terre et de son peuple jusqu'aux derniers moments de son existence. Il a passé en tout quelque 18 années dans les prisons de l'occupation sioniste. Sa dernière arrestation avait eu lieu en 2007 et il avait été relâché en 2010, quand le tribunal de l'occupation avait décidé de le libérer et de l'expulser de la Palestine, le déportant vers la Syrie.

« Miséricorde pour les martyrs de Palestine et liberté pour les prisonniers. »

L'assassinat de Sheikh Saleh al-Aroui, vice-président du Hamas, le mouvement palestinien de la résistance islamique, anciennement emprisonné par le régime sioniste pendant 18 ans, et dirigeant national, arabe et international de la lutte palestinienne, reflète la banqueroute de la même politique d'assassinat sur laquelle le sionisme et l'impérialisme se sont basés pour anéantir la cause de la libération palestinienne et arabe depuis l'apparition du projet colonial dans la région.

Alors que l'armée d'occupation se livre à un déchaînement génocidaire à Gaza, elle n'a pas été en mesure de concrétiser ses objectifs militaires ni d'imposer la défaite à la résistance palestinienne; au contraire, elle a massacré plus de 22 000 civils palestiniens, dont près d'une moitié d'enfants, par le biais de bombardements aériens et d'une livraison illimitée de munitions par les États-Unis et leurs partenaires impérialistes au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et au Canada. Au lieu de cela, la résistance palestinienne a imposé des conséquences graves à l'armée d'occupation, la forçant à retirer des troupes terrestres, y compris la fameuse Brigade Golani, et elle continue de lancer des missiles depuis tous les secteurs de Gaza.

Dans *The Palestine Chronicle*, le journaliste palestinien Ramzy Baroud a fait remarquer que l'assassinat est également une tentative du régime israélien de « racheter l'image en piteux état de sa communauté des renseignements, à savoir le Shin Bet et le Mossad, qui n'ont pas été à même d'anticiper les attaques du 7 octobre. L'image de marque israélienne a elle aussi été considérablement ternie par la guerre. L'assassinat d'Aroui était une réponse directe à tout cela. »

De Saleh al-Aroui à Fathi Shiqaqi, Abu Ali Mustafa, Abdel-Aziz Rantisi, Sheikh Ahmed Yassin, Abu Jihad, Kamal 'Udwan, Mohammed al-Najjar, Basil al-Kubaisi, Kamal Nasser, Wadie Haddad, Ghassan Kanafani, Mohammed Boudia, Basil al-Araj, Tariq Izzedine ou Samir Kuntar, le régime sioniste compte sur l'arme de l'assassinat contre le mouvement de libération. En Palestine occupée, au Liban, en France, en Belgique, en Grèce, cette politique révèle la présence du peuple et du mouvement palestiniens partout en exil et dans la diaspora. Elle marque la tentative avortée de réprimer la volonté inflexible du peuple palestinien et arabe en ciblant ses dirigeants, ses intellectuels, ses résistants et ses stratèges.

Cette politique de l'assassinat comprend les attaques contre le mouvement des prisonniers palestiniens, depuis Ibrahim al-Rai, tué sous la torture, jusqu'au refus systématique de soins médicaux à Sheikh Khader Adnan, devenu martyr après 86 jours de grève de la faim, jusqu'à l'assassinat depuis le 7 octobre d'au moins sept prisonniers détenus derrière les barreaux, parmi lesquels Abdul Rahman al-Bahsh, tué précisément hier (3 janvier) par les gardiens de prison de l'occupation. Aroui était directement impliqué dans la gestion des négociations en vue d'un échange de prisonniers entre la résistance et l'occupation, du même genre que son rôle dans l'échange de Wafa al-Ahrar, en 2011, et cet assassinat avait pour but de l'empêcher de voir et d'accueillir directement les prisonniers libérés par la résistance. Suite à l'assassinat, ces négociations ont été suspendues.

En août 2023, en réponse aux menaces d'assassinat du premier ministre sioniste Benjamin Netanyahu, Aroui avait déclaré : « L'occupation s'attend-elle, après ses menaces d'assassinat, à ce

que nous annonçons notre reddition ? Non, ces menaces ne nous effraient pas. Nous, du Hamas, sommes martyrisés à l'instar des gens de notre peuple, nous sommes arrêtés comme eux sont arrêtés, on démolit nos maisons et nous sommes chassés et poursuivis. C'est la situation normale, sous l'occupation. Nous combattons parce que nous le devons. »

(4 janvier 2024)



Dans l'actualité

La Résistance continue d'avancer

En date du 1er janvier 2024, la campagne de génocide et de bombardements meurtriers menée par Israël à Gaza avait tué 21 822 Palestiniens et blessé 56 451 autres depuis le 7 octobre 2023, en majorité des femmes et des enfants. Le nombre a doublé depuis la fin de la trêve temporaire le 1er décembre 2023.

La Commission palestinienne des affaires des détenus et ex-détenus et la Société palestinienne des prisonniers (PPS) ont rapporté que le nombre total de prisonniers dans les prisons israéliennes, à la fin du mois de décembre, a atteint 8 800, et que le nombre de détenus administratifs, détenus sans inculpation ni procès, était de 3 291. Beaucoup d'entre eux sont des femmes et des enfants. Les prisonniers libérés rapportent que les prisonniers, en particulier les habitants de Gaza, sont torturés et humiliés de manière répétée. Des habitants de Gaza disparaissent également et on dispose de peu d'informations à leur sujet. L'administration pénitentiaire israélienne a seulement signalé que dans une prison, Damon, il y a environ 51 femmes de Gaza, y compris des personnes âgées, des adultes et des enfants. Il y a 661 détenus gazaouis classés arbitrairement comme « combattants illégaux », un peu comme la classification américaine de « combattant ennemi », qui a permis l'élimination de tous les droits et la détention à la prison de Guantánamo.

Le réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers palestiniens a publié une déclaration condamnant le meurtre, le 1er janvier, d'un détenu palestinien de 23 ans, Abdul-Rahman Bassem Al-Bahsh, assassiné par les forces d'occupation alors qu'il était détenu dans la prison coloniale sioniste de Megiddo.

Israël a donné la priorité à l'utilisation de bombes massives fournies par les États-Unis pour détruire les zones résidentielles de Gaza. Il a utilisé des bombes de 900 kilos pour tuer jusqu'à 100 Palestiniens en une seule frappe. Cependant, des rapports indiquent également qu'Israël n'est pas en mesure d'atteindre ses objectifs. Le journaliste palestinien à Gaza Youssef Fares, rédacteur à *Al-Akhbar News*, a écrit le 27 décembre :



« La chose la plus remarquable observée la semaine dernière est peut-être la capacité des Brigades Qassam et Al-Quds à réapprovisionner les lignes de défense en hommes et en matériel, et à développer des tactiques opérationnelles qui ont amélioré qualitativement leurs opérations défensives. Cela a eu pour conséquence directe d'augmenter les pertes humaines dans les rangs de l'armée d'occupation, d'une part, et de réduire les pertes dans les rangs de la Résistance d'autre part.

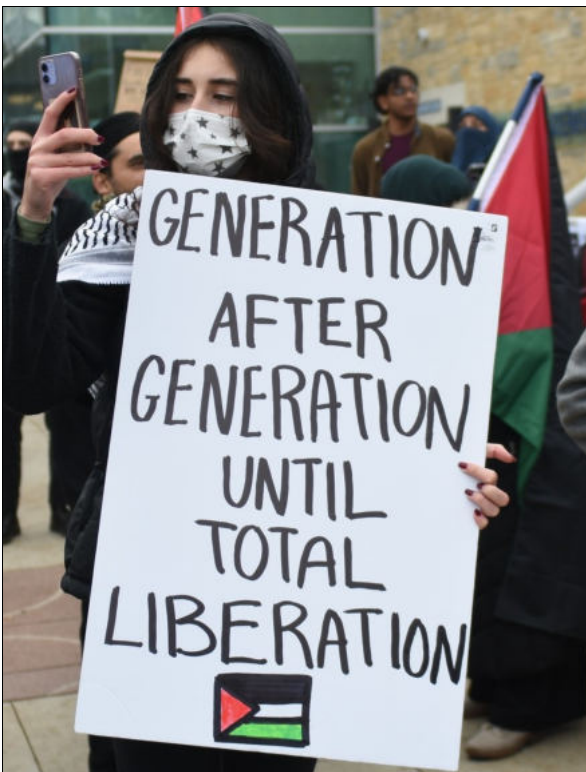
« Le déploiement tactique des cellules de la Résistance ne comprend qu'une poignée de personnes chargées d'affronter l'ennemi dans les limites géographiques d'une zone résidentielle. Lorsque ces cellules remplissent leur mission, elles sont remplacées par de nouveaux groupes. Le nombre total de cellules actives à l'heure actuelle ne dépasse pas 20 % du nombre total de combattants de la Résistance, ce qui laisse des dizaines de milliers de combattants en attente, prêts à être déployés.

« Cette stratégie de rotation des troupes a donné à la Résistance l'espace nécessaire pour poursuivre le combat, même dans les zones et les quartiers que les forces d'occupation ont 'capturés' au début de la guerre. Par exemple, à Beit Lahia et Beit Hanoun, où l'incursion terrestre 'israélienne' a commencé il y a deux mois, le 26 octobre, les Brigades Qassam ont annoncé le 22 décembre que leurs combattants ont été engagés dans de violents affrontements avec les forces terrestres et ont infligé des pertes directes à l'armée d'occupation. La Résistance palestinienne exploite la réduction des effectifs et des véhicules de l'occupation dans les zones que l'occupant pensait avoir déjà sécurisées contre la Résistance. Il est clair que les combattants de la Résistance disposent toujours de lignes d'approvisionnement actives par le biais de tunnels souterrains pour réapprovisionner leurs cellules, qui continuent à mener efficacement des opérations sur le terrain.

« La Résistance sait que le temps joue en sa faveur et que l'ennemi est épuisé et démoralisé. La Résistance se prépare à une nouvelle phase de la guerre et elle est confiante qu'elle sera victorieuse. »

Le journaliste rapporte également que les combattants de la résistance disposent de suffisamment de munitions.

Les unités de fabrication et les ateliers militaires travaillent depuis cinq ans à produire en abondance le lance-roquette Yassin-105. « Cela s'ajoute aux armes importées qui atteignent la bande de Gaza, comme les lance-roquettes à charge tandem RPG-7 et PG-29V. D'autres engins explosifs sont également disponibles en abondance, d'autant plus que la Résistance en produit un grand nombre depuis plus de 15 ans.



« En outre, des sources proches de la Résistance ont révélé à *Al-Akhbar* que les factions de la Résistance ont développé la capacité technique de fabriquer des munitions pour Kalachnikov (AK-47) localement, il y a plus de sept ans, malgré le fait que le processus de production nécessite environ 60 opérations complexes. Notons que les munitions fabriquées localement se sont révélées tout aussi efficaces que les balles importées.

« Une source sur le terrain au sein des Brigades al-Quds, que nous avons rencontrée lors de la préparation d'un dossier après la bataille de l'Épée d'al-Quds en 2021, nous a révélé que la politique officielle veut que le stock minimum d'obus de mortier prêts à l'emploi sur le terrain soit supérieur à 15 000 obus. Naturellement, ce nombre est plusieurs fois supérieur pour les Brigades Qassam, compte tenu de leur taille, de leurs capacités et de leurs ressources plus importantes.

« En conclusion, la Résistance maintient des conditions stables sur le terrain dans cette phase de la guerre. Les combattants ont étudié les éléments du champ de bataille, se sont adaptés à l'intensité de la surveillance, de l'artillerie et des bombardements de l'ennemi, et ont acquis une compréhension profonde de la psychologie des soldats de l'ennemi et de leur façon de travailler. Tout cela contribue à la stabilité de la Résistance et au succès continu de ses opérations, dont les résultats sont visibles dans les performances de sa délégation de négociation en coulisses, comme la position unanime sur la libération des soldats capturés, et l'adhésion à la demande qu'il n'y ait pas de négociation sans un cessez-le-feu complet. Même les trêves temporaires, qui leur ont permis par le passé de rééquilibrer le cours de la bataille, ne sont plus une concession nécessaire pour la Résistance. »

Par ailleurs, le journal israélien *Yedioth Ahronoth* écrit dans son édition anglaise que cinq brigades de combat israéliennes opérant dans la bande de Gaza, y compris les 551e et 114e brigades de réserve, ainsi que trois brigades d'entraînement, ont été retirées. Selon le journal, les soldats de ces brigades sont rentrés en Israël pour aider au rétablissement de l'économie israélienne.

Les reportages indiquent que sur les quelque 17 brigades opérant à Gaza, quatre se battent encore dans le nord et que les combats sont loin d'être terminés. « En outre, les combats dans le centre de Gaza n'ont pas encore dépassé les frontières orientales du camp de réfugiés de Bureij. Plusieurs brigades de l'armée israélienne ont tenté en vain de prendre le contrôle d'une zone très restreinte de quelques kilomètres carrés.

« Aucun combat sérieux n'a encore eu lieu à Nuseirat, Maghazi ou Deir el-Balah, qui continuent d'être soumis à des bombardements incessants et à des massacres. S'il est vrai que sept brigades auraient combattu dans la région de Khan Younès, dans le sud, elles n'ont pas encore obtenu de gains militaires significatifs. »

Le site d'information *Walla* indique que d'autres forces seront sans doute retirées de Gaza au cours de la semaine suivante.

Palestine Chronicle rapporte qu'« un hôpital israélien, le centre médical Barzilai, a indiqué aujourd'hui avoir traité à lui seul 3 500 soldats israéliens depuis le 7 octobre ».

« Il s'agit du taux de pertes israéliennes le plus élevé jamais enregistré en 75 ans d'histoire d'Israël, et cela contredit tous les rapports officiels de l'armée israélienne, ou même des estimations indépendantes publiées par *Haaretz* et *Yedioth Ahronoth*.

« Il n'y a pas d'autre façon d'interpréter cela, en particulier avec la réduction massive de la présence militaire israélienne à Gaza, si ce n'est que la Résistance palestinienne est en train de gagner et que l'armée israélienne est en train d'échouer. »



L'Afrique du Sud accuse Israël de génocide devant la Cour internationale de justice des Nations unies

La Cour internationale de justice des Nations unies a annoncé le 29 décembre 2023 que « l'Afrique du Sud a déposé devant la Cour internationale de Justice (CIJ), organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations unies, une requête introductive d'instance contre l'État d'Israël au sujet de manquements allégués par cet État aux obligations qui lui incombent au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (la *Convention sur le génocide*) en ce qui concerne les Palestiniens dans la bande de Gaza ».



La CIJ a également annoncé que des audiences publiques se tiendront les 11 et 12 janvier à La Haye pour examiner la demande de mesures conservatoires immédiates formulée par l'Afrique du Sud. Le communiqué de presse précise que dans sa requête, l'Afrique du Sud demande à la Cour d'indiquer des mesures conservatoires «comme «protection contre un nouveau préjudice grave et irréparable aux droits que le peuple palestinien qui tient de la *Convention sur le génocide* » et pour « faire en sorte qu'Israël respecte les obligations que lui fait la convention de ne pas commettre de génocide, et de prévenir et de punir le génocide ». Cette requête est une occasion pour d'autres États de se joindre à la démarche de l'Afrique du Sud en fournissant des mémoires soutenant la nécessité de la punition et de la prévention. Les défenseurs des droits humains en Afrique du Sud appellent également les citoyens du monde entier à exiger de leurs gouvernements qu'ils soutiennent les accusations de génocide portées par l'Afrique du Sud.

Selon la requête, « les actes et omissions d'Israël revêtent un caractère génocidaire, car ils s'accompagnent de l'intention spécifique requise [...] de détruire les Palestiniens de Gaza en tant que partie du groupe national, racial et ethnique plus large des Palestiniens » et que, « par son comportement – par l'intermédiaire de ses organes et agents et d'autres personnes et entités agissant sur ses instructions ou sous sa direction, son contrôle ou son influence – à l'égard des Palestiniens de Gaza, Israël manque aux obligations qui lui incombent au titre de la convention contre le génocide ».

Elle indique en outre qu'« Israël, en particulier depuis le 7 octobre 2023, manque à son obligation de prévenir le génocide, ainsi qu'à son obligation de punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide », et « s'est livré, se livre et risque de continuer à se livrer à des actes de génocide contre le peuple palestinien à Gaza ».

La requête de l'Afrique du Sud est un texte de 84 pages, contenant 151 articles spécifiques qui traitent en détail des actes génocidaires commis par Israël en violation de la *Convention sur le génocide* sur lesquels la CIJ est appelée à se prononcer, introduits à l'article 18 par la déclaration suivante : « Depuis le 7 octobre 2023, Israël s'est engagé dans une attaque militaire à grande échelle, par voies terrestres, aériennes et maritimes, contre la bande de Gaza, une étroite bande de terre d'environ 365 kilomètres carrés – l'un des endroits les plus densément peuplés au monde. Gaza – où vivent environ 2,3 millions de personnes, dont près de la moitié sont des enfants – qui a été soumise par Israël à ce qui a été décrit comme l'une des 'campagnes de bombardements conventionnels les plus intenses' de l'histoire de la guerre moderne.

Pour situer le contexte des événements actuels, la demande fait référence à de nombreux rapports antérieurs de l'ONU datant de 2001, 2008, 2009, 2015, 2020, 2021 et 2023, qui examinent une longue liste de violences brutales de la part de l'occupant israélien contre les Palestiniens, chacun d'entre eux concluant qu'Israël était en violation du droit international.

La section C de la requête, qui commence à l'article 43, traite des actes à caractère génocidaire commis par Israël, des actes qui se poursuivent, notamment : 1) le meurtre de Palestiniens à Gaza; 2) les atteintes graves à l'intégrité physique et mentale des Palestiniens à Gaza; 3) l'expulsion massive des maisons et le déplacement des Palestiniens à Gaza; 4) la privation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement; 5) la privation de l'accès à un logement, des vêtements, une hygiène et des installations sanitaires adéquats pour les Palestiniens de Gaza; 6) la privation d'une assistance médicale adéquate pour les Palestiniens de Gaza; 7) la destruction de la vie des Palestiniens de Gaza; 8) l'imposition de mesures visant à empêcher les naissances palestiniennes.

Dans la section D intitulée « Expressions d'intentions génocidaires à l'encontre du peuple palestinien par des représentants de l'État israélien et d'autres personnes », requise pour une condamnation en vertu de la *Convention sur le génocide*, comprend des déclarations qui démontrent l'intention génocidaire des représentants de l'État israélien, y compris du premier ministre Benjamin Netanyahu, du président d'Israël Isaac Herzog, du ministre israélien de la Défense Yoav Gallant, du ministre israélien de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir, du ministre de l'Énergie et des Infrastructures Israël Katz, du ministre des Finances Bezalel Smotrich, du ministre du Patrimoine Amichai Eliyahou, du ministre de l'Agriculture Avi Dichter et du vice-président de la Knesset et membre de la Commission des affaires étrangères et de la sécurité Nissim Vaturi. Parmi les exemples qui « constituent une incitation claire, directe et publique au génocide qui est restée incontrôlée et impunie » figurent des déclarations similaires faites par le coordinateur des activités gouvernementales de l'armée israélienne dans les territoires, le général de division Ghassan Alian, ancien chef du Conseil national de sécurité israélien et conseiller du ministre de la Défense, le général de division réserviste de l'armée, Giora Eilan; et un « discours de motivation » prononcé par le réserviste de l'armée Ezra Yachin, vétéran du massacre de Deir Yassin pendant la Nakba de 1948, documentant l'intention génocidaire; les remarques du lieutenant-colonel Gilad Kinan, chef du groupe des opérations aériennes de l'armée israélienne; et les remarques de Yair Ben David, commandant du 2908e bataillon de l'armée israélienne.



La section E indique que les déclarations publiques citées dans la section C démontrent l'intention génocidaire d'Israël, une évaluation qui « est partagée par un nombre important d'experts des Nations unies qui ont averti à plusieurs reprises depuis au moins la mi-octobre 2023 que le peuple palestinien est exposé à un risque grave de génocide par Israël. Huit rapports différents publiés par des experts de l'ONU entre octobre et décembre 2023 sont cités, ainsi que les avis de nombreux experts et organismes internationaux.

L'Afrique du Sud, s'exprimant en son nom propre, cite ensuite sa propre allégation selon laquelle Israël viole la *Convention sur le génocide*, citant neuf allégations spécifiques allant de l'absence de prévention du génocide à la commission, l'entente en vue de commettre, l'incitation publique directe à commettre, la

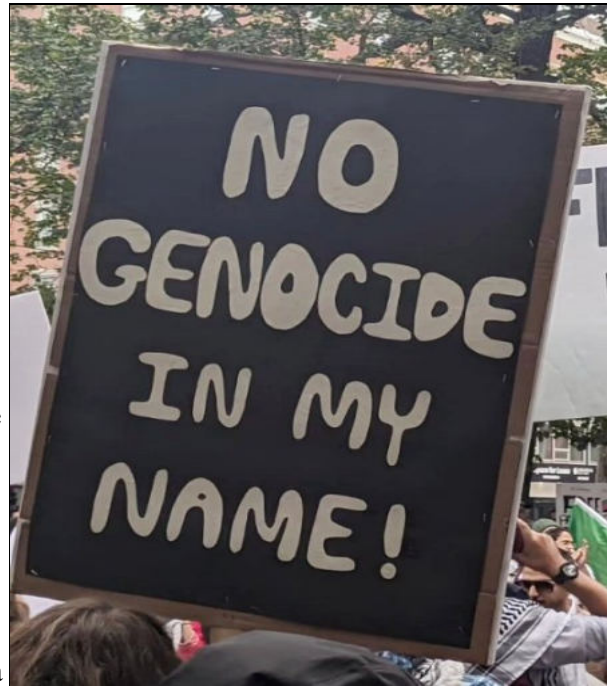
tentative de commettre, la complicité dans le génocide, l'absence de punition du génocide, ne pas adopter la législation nécessaire pour donner effet aux dispositions de la *Convention sur le génocide* et ne pas enquêter sur les actes de génocide commis à l'encontre des Palestiniens de Gaza et/ou entraver les enquêtes menées par les organismes internationaux compétents – chacun de ces actes constituant une infraction pénale en vertu de la Convention.

Les mesures conservatoires demandées dans la requête comprennent : la constatation qu'Israël a violé et continue de violer ses obligations au titre de la *Convention sur le génocide*; qu'il doit cesser immédiatement tout acte et toute mesure en violation de ces obligations [...]; qu'il doit veiller à ce que les personnes qui violent la *Convention sur le génocide* soient punies, recueillir et conserver les preuves des actes de génocide commis contre les Palestiniens à Gaza, s'acquitter de ses obligations de réparation dans l'intérêt des victimes palestiniennes et pourvoir à la reconstruction de ce qu'il a détruit à Gaza, et offrir des assurances et des garanties de non-répétition des violations de la Convention.

L'Afrique du Sud demande à la Cour de traiter cette requête de manière extrêmement urgente et déclare : « Des mesures provisoires sont nécessaires pour éviter que les droits du peuple palestinien au titre de la *Convention sur le génocide*, qui continuent d'être violés en toute impunité, ne subissent d'autres préjudices graves et irréparables. »

En outre, à l'article 120, la requête de l'Afrique du Sud stipule que le tribunal est habilité à indiquer des mesures conservatoires « si les dispositions invoquées par le requérant semblent *prima facie* constituer une base sur laquelle sa compétence pourrait être fondée, mais il n'a pas besoin de s'assurer de manière définitive qu'il est compétent pour connaître le bien-fondé de l'affaire ».

L'article 123 stipule que pour que la CIJ puisse déterminer si elle est *prima facie* compétente pour indiquer des mesures conservatoires, les questions faisant l'objet de la plainte doivent elles-mêmes être *prima facie* « susceptibles de tomber sous le coup des dispositions de la Convention », de sorte que « le différend est de ceux pour lesquels la Cour a compétence *ratione materiae* ». La jurisprudence de la CIJ établit qu'un différend est « un désaccord sur un point de droit ou de fait, une contradiction, une opposition de thèses juridiques ou d'intérêts entre les parties ». Pour qu'il y ait un différend, « il faut démontrer que la réclamation de l'une des parties se heurte à l'opposition manifeste de l'autre ». Les points de vue des deux parties quant à l'exécution ou à la non-exécution de certaines obligations internationales « doivent être nettement opposés ». La détermination par la Cour de l'existence d'un différend « est une question de fond, et non de forme ou de procédure ». En d'autres termes, l'objection d'Israël selon laquelle la demande de l'Afrique du Sud n'est pas fondée est en soi une preuve suffisante pour établir *prima facie* la compétence de la CIJ.



La *Convention sur le génocide*, ratifiée après la Deuxième Guerre mondiale et l'holocauste des juifs par les nazis, considère comme un crime la tentative de destruction totale ou partielle d'un peuple. La CIJ est le principal organe judiciaire des Nations unies. Elle est située à La Haye, aux Pays-Bas.

Le 13 octobre 2023, Raz Segal, spécialiste israélien de l'Holocauste, a qualifié la campagne israélienne à Gaza de génocide en se fondant sur les déclarations publiques des dirigeants politiques et militaires israéliens qui ont clairement exprimé leur intention de détruire les Palestiniens en tant que peuple.

L'Organisation de la coopération islamique (OCI), une alliance de 56 pays dans laquelle l'islam joue un rôle important, a publié le 31 décembre 2023 une déclaration soutenant l'Afrique du Sud dans sa plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice. La déclaration se lit : « L'Organisation de la coopération islamique (OCI) s'est félicitée de la plainte déposée par la République d'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice pour le crime de génocide contre le peuple palestinien commis par Israël, la puissance occupante.

« L'OCI a affirmé que le ciblage aveugle par Israël, la puissance occupante, de la population civile et des milliers de Palestiniens, principalement des femmes et des enfants, tués, blessés, déplacés de force et privés des nécessités de base et de l'assistance humanitaire, ainsi que la destruction de maisons, d'établissements de santé, d'enseignement et d'institutions religieuses, constituent dans leur ensemble un génocide de masse.

« L'OCI a appelé la Cour à réagir rapidement et à prendre des mesures urgentes pour mettre fin à ce génocide de masse perpétré par les forces de défense israéliennes dans les territoires palestiniens occupés. »

Appel à d'autres pays pour qu'ils déposent des déclarations d'intervention auprès de la Cour internationale de justice

L'Alliance noire pour la paix, basée aux États-Unis, a annoncé qu'une coalition nouvellement formée exhorte d'autres pays à déposer des déclarations d'intervention auprès de la Cour internationale de justice pour soutenir la plainte pour génocide déposée par l'Afrique du Sud à l'encontre d'Israël. La Coalition internationale pour mettre fin au génocide en Palestine s'est réunie autour de la nécessité urgente pour les nations d'invoquer la *Convention sur le génocide* afin de mettre un terme à la campagne de bombardements dévastatrice de l'État d'Israël et aux autres crimes de guerre commis dans les territoires palestiniens occupés.

La coalition comprend Progressive International, l'Association internationale des juristes démocrates, le réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers palestiniens, l'Alliance noire pour la paix, Democracy for the Arab World Now, l'Assemblée palestinienne pour la libération, Popular Resistance, CODEPINK, la National Lawyers Guild (Gilde nationale des avocats) des États-Unis et de nombreux autres groupes. Une déclaration indique que le Comité « soutient fermement l'appel lancé le 2 janvier par le Comité de coordination palestinien anti-apartheid (PAACC), exhortant les gouvernements à soutenir la plainte de l'Afrique du Sud par des déclarations d'intervention, qui peuvent être déposées avant ou après l'audience, prévue pour les 11 et 12 janvier 2024. »



L'ampleur de la destruction de Gaza

Le 30 décembre, le *Wall Street Journal* a publié un article dans lequel il dit que les destructions causées par les frappes aériennes israéliennes dans la bande de Gaza sont comparables aux bombardements de l'Allemagne pendant la Deuxième Guerre mondiale.



Selon l'analyse des données satellitaires réalisée par des experts en télédétection de l'Université de la ville New York et de l'Université d'État de l'Oregon, « jusqu'à 80 % des bâtiments du nord de Gaza, où les bombardements ont été les plus intenses, sont endommagés ou détruits, un pourcentage plus élevé qu'à Dresde [après les bombardements alliés des 13 et 14 février 1945...], écrit le *Wall Street Journal*. Près de 70 % des bâtiments de la bande de Gaza sont endommagés ou détruits. Près de 70 % des 439 000 habitations de Gaza et environ la moitié de ses bâtiments ont été endommagés ou détruits. » Il ajoute que la plupart des 36 hôpitaux de la bande de Gaza sont fermés et que seuls huit d'entre eux acceptent des patients.

Robert Pape, politologue à l'Université de Chicago et auteur d'une histoire des bombardements aériens, a dit au *Wall Street Journal* : « Ce que vous voyez à Gaza se situe dans les 25 % des campagnes de punition les plus intenses de l'histoire. »

Selon des responsables américains cités dans l'article, « Israël a largué 29 000 munitions sur Gaza en un peu plus de deux mois ».

« À titre de comparaison, l'armée américaine a largué 3 678 munitions sur l'Irak entre 2004 et 2010 », ajoute l'article.

Analysant le type d'armes utilisées pour infliger « un maximum de dégâts », comme l'a annoncé le porte-parole militaire israélien Daniel Hagari, le *Wall Street Journal* rapporte que « parmi les armes fournies par les États-Unis à Israël pendant la guerre de Gaza, il y a des bombes de type 'bunker buster' [bombes à charge pénétrante] d'une tonne conçues pour pénétrer les abris en béton qui, selon les analystes militaires, sont généralement utilisées pour frapper des cibles militaires dans des zones plus faiblement peuplées ». La bande de Gaza est l'une des zones les plus densément peuplées au monde.

Le 30 décembre 2023, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a contourné l'obligation d'examen par le Congrès pour les ventes militaires à l'étranger et a annoncé une décision d'urgence pour la vente d'équipements militaires supplémentaires à Israël pour un montant de 147,5 millions de dollars. Cet équipement comprend des détonateurs, des charges et des amorces nécessaires à la fabrication des obus de 155 mm qu'Israël a déjà achetés. « Étant donné l'urgence des besoins

défensifs d'Israël, le secrétaire a notifié au Congrès qu'il avait exercé l'autorité qui lui avait été déléguée pour déterminer l'existence d'une situation d'urgence nécessitant l'approbation immédiate du transfert », a déclaré le département.



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca